L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 25 JUILLET 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No 83, rue de Chartres, et No. 18, rue du Cami

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 25 JUILLET 1848.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.

Ticket Electoral:

PREMIER DISTRICT.....	JACQUES TOUTANT
SECOND DISTRICT.....	J. P. BENJAMIN.
TROISIEME DISTRICT.....	MANUEL J. GARCIA.
QUATRIEME DISTRICT.....	C. ADAMS, Jr.
CINQUIEME DISTRICT.....	JOHN MOORE.
SIXIEME DISTRICT.....	JAS. G. CAMPBELL.

Mes voeux sont pour le pays, pour le pays tout entier.—Je désire ardemment et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhesion à la Constitution, nous rendre heureux à l'intérieur et nous assurer le respect des peuples.

Z. TAYLOR.

Je desavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.

MILLARD FILLMORE.

ACCEPTATION DU GÉNÉRAL TAYLOR

Nous publions ci-dessous la correspondance échangée entre M. Morehead, président de la convention nationale whig, et le gen Taylor. Cette correspondance a paru hier matin dans les colonnes du *Bulletin* qui en a obtenu communication avant la publication officielle. Les deux lettres sont remarquables, mais celle de Taylor se distingue, comme tout ce qui émane de la plume du vieux soldat, par la vigueur de la forme, un vrai sentiment patriotique et cette modestie qui est le fond du caractère de notre candidat.

Philadelphie, 10 juin 1848.

Au général Zachary Taylor

Monsieur,—J'ai eu l'honneur de présider la convention des whigs des Etats-Unis, tenue dans cette ville, le 7 du courant, et continuée jusqu'au 9. vous avez été nommé comme candidat pour la Presidence des Etats-Unis aux prochaines élections présidentielles.

Le president de la convention a été requis, par une resolution, de vous communiquer le résultat des deliberations et de demander votre acceptation de la candidature.

Et me quatre de president, j'ai l'honneur de vous transmettre cet avis et je vous demande votre acceptation.

Permettez-moi, monsieur, d'espérer que celui qui ne recule devant aucune responsabilité et qui ne refuse d'accomplir aucun des devoirs que l'homme non gouvernement, ne refusera pas de répondre à l'appel enthousiaste de ses concitoyens.

Je suis, monsieur, avec les sentimens de la plus haute considération,

Votre très obéissant serviteur,
J. M. MOREHEAD.
President de la Convention nationale whig.

Baton Rouge (Louisiane)
15 juillet 1848.

Monsieur,—J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 10 juin, m'annonçant que la Convention whig, qui s'est reunie à Philadelphie a fait de moi, et dont vous etiez president, m'a designé comme candidat pour la presidence des Etats-Unis.

Considerant la composition de la Convention et ses moyens nombreux et precis de parfaitement que je représentait, je ne puis qu'être profondement reconnaissant de l'honneur qu'm'a fait la Convention en me designant pour occuper le poste le plus evé que puisse accorder le peuple americain.

J'accepte ordinairement cette nomination tout encouragé de ne pouvoir remplir convenablement les devoirs d'une place qui exige les plus hautes capacités et un vrai patriotisme, et qui contient entre les plus grands noms de notre histoire. Mais si le choix de la convention whig se trouve confirmé par le peuple, je m'efforcerai de remplir les nouveaux devoirs qui me seront dévolus de manière à justifier les legitimes espérances de mes concitoyens, et de maintenir dans toute leur pleniture la prospérité et la réputation de notre commun pays.

J'ai l'honneur d'être, avec respect,

Votre dévoue serviteur,
Z. TAYLOR.

A Thon J. M. Morehead,
Greensboro, Guilford Co., Caroline du Nord.

MEETING D'INDEPENDANTS.—On sait que le refus du gouvernement de licencier les volontaires a été arrivée aux Etats-Unis, à occasionné parmi ces derniers un profond mécontentement. Nous ne voulons ni approuver ni censurer la conduite de l'administration, nous ne faisons que constater un fait. Que les volontaires aient tort ou non de s'indigner, leur colère n'en sera pas moins funeste à M. Polk. Voici un fait, entre mille, qui prouve que l'administration n'est pas en odeur de sainteté auprès de nos soldats-citoyens.

Le 3 juillet, 138 volontaires se rendant dans l'ouest, à bord du bateau à vapeur *M. H. Hooper*, se sont réunis en meeting, et après avoir exprimé leur indignation contre le gouvernement, dans un long preambule, ont adopté les resolutions suivantes

Resolu que nous denonçons sans restriction la manière dont on nous a transportés hors de la Nouvelle-Orleans, et que nous la considérons comme une mesure anti-democratique, parce qu'elle dégrade les soldats-citoyens.

Resolu que, bien que nous ayons contribué à mais, et au pouvoir la présente administration et versé notre sang pour celle sur une terre etrangère, nous combattrons aux prochaines élections contre elle et contre les soi-disant democrates.

Resolu, que nous mettrons en œuvre tous les moyens honorables pour porter à la suprême magistrature de l'Union le general Z. Taylor, que nous considérons comme un excellent democrate, un vrai patriote, l'ami du soldat, l'ami de la justice et des légales droits.

Cent trente-cinq volontaires, sur les cent trente huit présents, ont voté pour ces résolutions.

LA PENNSYLVANIE.—Notre correspondant de Washington nous écrit, à la date du 12 juinet:

"Les democrates feront tous leurs efforts pour assurer le vote de la Pennsylvanie aux prochaines elections. Mais M. Wilmot—dont le nom est desormais inseparable d'une clause celebre—n'est decidé, dit-on, à parcourir l'Etat et à haranguer le peuple pour raliier les votans à M. Van Buren. On a assuré que dans son district seul, 1,500 voix democrates passeraient au candidat des *Barnburners*. Des délections semblables auront lieu dans toutes les autres parties de l'Etat, et l'on estime que Van Buren y obtiendra environ dix mille voix démocratiques. Ce déchet, joint à la popularité reelle dont jouit le general Taylor, assurera au candidat whig une incontestable majorité dans la Pennsylvanie. Il y a là des miniers de locofocos qui voteront pour le candidat de leur parti au poste de gouverneur, mais qui ne soumendront pas le général Cass. Personne n'en doute, et l'experience du passé prouve que l'on n'a pas tort de raisonner ainsi. On a voulu decider M. Buchanan à se porter candidat, mais il est trop prudent pour y consentir. Il a raison de ne pas se compromettre de la sorte, car il y a quatre ans, on s'en souvient parfaitement, il a soutenu avec le plus honteux que M. Polk était en faveur d'un tarif protecteur et respectierait le Code fiscal de 1842."

CONGRÈS

Nous trouvons dans les journaux de Louisville les derniers avis du Congrès.

SENAT.—17 *Juillet*.—M. Niles annonce qu'il demandera le lendemain la prise en considération du bill relatif à la création d'un chemin de fer jusqu'à l'Océan Pacifique.

Le bill des allocations maritimes est amendé et déposé sur le bureau.

Le Senat s'occupe ensuite du bill pour modifier les lois relatives au pilotage.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—M. Cocke présente une résolution invitant le président à faire savoir à la Chambre le montant des sommes qui ont été payées à M. Cass et au général Taylor, en dontignant les appointemens ordinaires des appointemens extraordinaires. La resolution est adoptée.

La Chambre adopte une résolution faisant don à l'Etat du Missouri de la pièce d'artillerie prise par le colonel Doniphan.

Le comité des affaires maritimes est requis d'examiner s'il ne convient pas de rétablir la marine sur le pied de paix.

M. Burt présente une résolution invitant le président à faire savoir à la Chambre le nombre des Indiens qui se trouvent dans l'Oregon, dans le Nouveau Mexique et dans la Californie, ainsi que le nombre des forts et celui des troupes qui seraient nécessaires pour garder ces provinces.

La Chambre adopte l'amendement introduit par le Sénat dans le bill des pensions.

Le bill des allocations civiles et diplomatiques est discuté ensuite en comité général jusqu'au moment de l'ajournement.

AU PEUPLE.

SOUVENEZ-VOUS QUE M. MILLARD FILLMORE s'est exprimé en ces termes à la Chambre de Représentans: *Je désavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.*

SOUVENEZ-VOUS aussi que M. LEWIS CASS a tenu le langage suivant au Sénat des Etats Unis: *Je ne suis pas propriétaire d'esclaves,—je ne l'ai jamais été. Je réprouve l'esclavage en principe, et j'en demanderais l'ABOLITION dans tous les Etats-Unis, si nous pouvions l'effectuer justement, paisiblement et AISEMENT.*

SOUVENEZ-VOUS que les abolitionistes, les *Barnburners*, et M. Giddings en particulier, denoncent M. FILLMORE comme un homme devoue aux intérêts du Sud, parce qu'il a proposé de rembourser au maître d'un esclave fugitive prix de ce dernier.

SOUVENEZ-VOUS aussi que M. CASS a voté pour une résolution qui déclarait que *le gouvernement est un gouvernement de pouvoirs limités, et que, d'après la Constitution des Etats-Unis, LE CONGRES NE PEUT PAS STATUER SUR L'INSTITUTION DE L'ESCLAVAGE DANS LES ETATS-UNIS DE LA CONFEDERATION.*

SOUVENEZ-VOUS aussi que M. Cass est d'avis que les habitans d'un territoire nouvellement acquis peuvent y abolir l'esclavage, en sorte que les Métis et les Indiens du Nouveau-Mexique pourront nous interdire, à nous propriétaires d'esclaves, l'entrée de cette province conquise au prix de notre sang, et qui a servi d'abri de créer à nos portes un foyer d'abolitionisme.

SOUVENEZ-VOUS que M. FILLMORE n'a jamais eu qu'une opinion et qu'il ne cherche pas à se concilier le Nord et le Sud par de *doubles* declarations.

SOUVENEZ-VOUS aussi que M. Cass partage toutes les sympathies et tous les préjugés du Nord, bien qu'il ait affecté de faire une démi-concession pour se concilier l'appui du Sud.

SOUVENEZ-VOUS de toutes ces choses, et delirez-vous de M. CASS, propriétaires d'esclave.

☞ La malle du Nord a manqué hier au-delà de Mobile.

Chronique Locale.

RECORDER GENOU.—Le recorder Genou a retiré hier, après les avoir successivement interrogé, le Samuel Wise, accusé de mises de fait et de vol—nous avons déjà raconté les circonstances de son arrestation. 2o. Kelly, comme complice de Wise, du Jean Wingefeld, accusé de vol avec effraction dans la maison d'Adam Rubenlich; 4o. Henry Lewis, prévenu de vol; 5o. James Scott, prévenu d'avoir détourné à son profit une somme de $70 que lui avait confiée un nommé Antoine nommé Charles Polsick.

M. Jean Serret nous le recorder d'une plainte contre M. Alfred Wiltz. Il accuse celui-ci de l'avoir assailli avec une arme.

Un mandat d'arrêt un été décerné contre un individu qui a commis dernièrement dans le domicile de M. Bernard Audry et a enlevé une somme contenant de l'argent.

Le Recorder Bernard Seuhenaupter a nommé comme Thomas Sprigging, comme assesseur pour le mois d'un roi nommé à bord du brick Hector, monté à Alger. La cette trouve saisi de l'objet une Le recorder a renvoyé Spriggins pardevant le 1er Cour de District.

2me MUNICIPALITE.—William Johnson a été arrêté hier par la police de la 2me Municipalité pour vol et vices de fait. Richard Bonham, pour abus de confiance et vols répétés avec circonstances aggravantes, sur deux autres individus, pour ivrognerie. Ces derniers ont été envoyés à la maison de travail.

3me MUNICIPALITE.—*Statistique criminelle.*—Nous nous sommes procuré, au bureau du recorder de la 3me Municipalité, les chiffres suivans qui constatent le nombre des arrestations pratiquées dans cette partie de la ville, depuis 1836 jusqu'à la présente année. C'est en 1836, on le sait, que la Nlle-Orléans a été divisée en Municipalités.

1836	de mai en décembre,	1069
1837	de janvier en décembre,	3744
1838	" "	5992
1839	" "	2438
1840	" "	3388
1841	" "	4892
1842	" "	3959
1843	" "	3996
1844	" "	3057
1845	" "	4305
1846	" "	3783
1847	" "	3702
1848	" juillet	1665
Total,		42,799

Les recorders nommés pendant la période que nous venons d'indiquer—de 1836 à 1848—ont été MM. L. U. Guienniè, le general Clairiere, G. W. Bright, Alfred Lewis, A. Vivant, G. W. Lewis et P. Seuzeneau. Ce dernier a été réelu au mois d'avril dernier.

VOL ET VOIES DE FAITS.—Dimanche dernier, vers 7 heures du soir, quelques soldats des Etats-Unis se sont dirigés vers le logis de M. Baraud, près des casernes, y ont forcé une armoire et en ont enlevé une certaine quantité de hardes. Ils ont ensuite assailli plusieurs personnes du voisinage. Le commissaire du 3me district ayant voulu intervenir, a été maltraité par ces perturbateurs, et la plainte a été portée au bureau du recorder Seuzeneau.

ENQUÊTE.—Le coroner a pratiqué hier une enquête sur le corps d'un enfant nouveau-né, trouvé dans le ruisseau de la rue du Bassin, à l'encoignure de la rue Bienville. Le jury a déclaré que l'enfant était mort faute de soins.

ESCROQUERIE.—Mme Joséphine Brunkhan a saisi hier matin le recorder Seuzeneau d'une plainte en escroquerie contre le nommé Andrew Moyer. Celui-ci, arrêté par l'officier de police Tringan, a été somme de fournir un cautionnement de $200 pour répondre de sa prochaine comparution devant le recorder.

UN VOL CONSIDÉRABLE.—Un homme de couleur libre, nommé Henry Eddington, alias George Henry Morgan, alias Dutch, a été arrêté samedi dernier, à la requête du Dr. Millan, qui le poursuit par lui avoir volé $1000 en or à Vera-Cruz. Eddington est encore accusé de s'être introduit dans l'Etat contrairement aux lois relatives aux hommes de couleur libre.

HÔPITAL DE CHARITÉ.—Le nombre des malades admis à l'Hôpital de Charité pendant la semaine qui vient de s'écouler, s'élève à 187. Pendant la même période, 191 personnes ont été renvoyées, et 13 sont mortes. Le nombre des malades restés en est de 187. Le département des fous en a reçu 26, et en a renvoyé 17 ; il en reste maintenant 129 patients.

LES BLESSÉS DE JUIN.

On lit dans le *Journal des Débats*, du 29 juin :

Voici les chiffres recueillis avant-hier dans les hopitaux : il y a en ce moment à la Charité 130 blessés, au Val-de-Grâce 190, à l'Hôtel-Dieu 400; dans cet hôpital il en est arrivé un très plus grand nombre, mais beaucoup ont succombé dans les premières heures. On compte 90 blessés à l'hôpital Dubois, 78 à la Clinique, 63 a Saint-Lazare.

Le général Damesme, qui est au Val-de-Grace, a été amputé de la cuisse à la partie supérieure. L'opération, bien que très grave, présente des chances de succès. La fièvre cependant a été très violente la nuit dernière. Le général Lafontaine est rue de Richelieu, 69, à l'hôtel d'Espagne. Son médecin répond de sa guérison.

A l'hôpital Saint-Louis, il y a 500 blessés.

Les uns portent le nom du blessé, mais non sa qualité; les autres, dans un asile de la douleur et non de la justice, n'ont a plus, pour le moment, des vainqueurs et des vaincus, des gardes nationaux, des soldats et des insurgés ; il n'y a que des blessés qui appartiennent tous à la science et qu'il faut guérir.

On arrive aux différentes salles en suivant des traces de sang qui n'ont pu être effacées encore. Dans les salles, le spectacle est navrant. De chaque côté, sur les lits de fer, quelles plaies béantes! Les soldats de la ligne et de la garde mobile, soutenus par la conscience du devoir, espèrent presque tous, et la plupart avec raison.

Il y a là surtout des gardes mobiles : dans d'une des salles nous en avons trouvé un qui a une large blessure à la jambe; il a reçu une balle dans le tibia en enlevant un drapeau par la barricade. Enveloppé dans son drapeau, plein d'ardeur et de courage, il nous demandait s'il ne pourrait pas bientôt retourner avec ses camarades. M. Jobert lui a répondu qu'avant peu il irait lui-même chercher la récompense qu'il avait bien méritée.

Plus loin se trouve un autre garde mobile qui a reçu une balle dans l'aine et une autre dans l'épaule ; atteint d'un délire ardent, il s'imagine qu'il est encore au milieu des barricades ; il s'empare de son oreiller qu'il frappe obstinément, prétendant que c'est un insurgé et qu'il veut le vaincre.

Un autre garde mobile a été amené à l'hôpital, privé de la vue et de l'ouïe ; il souffre beaucoup, surtout quand on lui lève les pansements. La commotion d'un canon a seule produit cet effet terrible, d'une énergie et d'un caractère étrange.

L'honorable représentant du peuple, M. Dornès, va beaucoup mieux ; il ne fut affaibli, et M. Jobert de Lamballe, qui espère bien le rendre à la santé, lui a recommandé le repos le plus absolu.

Dans la salle qui avoisine celle où se trouve Dornès, nous avons vu un capitaine de la garde nationale, qui est en état d'arrestation; il a reçu une blessure dans le bras, la gangrène s'y est mise. M. Jobert lui a annoncé qu'il ne pouvait répondre de sa vie qu'en lui coupant le bras. Ce capitaine a répondu qu'il voulait encore passer un jour avant de se décider à cette opération. Les musiques des aides n'ont pu le déterminer à céder.

Non loin de cet insurgé se trouve le lit du commandant Morin, du 29e de ligne; ce brave militaire a été blessé en se précipitant le premier sur une barricade et en arrachant un drapeau rouge aux mains des insurgés. Un capitaine du même régiment, qui est moins blessé que son commandant, est placé tout près de lui. Viennent ensuite deux sapeurs de la ligne qui, par une singularité vraiment extraordinaire, ont reçu exactement la même blessure.

Sur un autre lit se mourait, au moment où nous nous trouvions là, un insurgé, le nommé François Lenard. Ce malheureux, âgé de vingt-huit ans, n'est cédé pendant deux jours avec une plaie dans laquelle la gangrène s'est déclarée, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, il doit être mort. Parmi les insurgés qui sont à l'hôpital, on compte beaucoup de serruriers et de terrassiers, presque tous originaires du midi; leurs blessures sont graves; la gangrène a atteint un grand nombre d'entre eux.

On remarque que presque tous les blessés de la ligne qui sont à l'hôpital Saint-Louis sont des sous-officiers qui s'exposaient sans doute davantage et par lesquels les insurgés tiraient avec acharnement, espérant ainsi que les soldats resteraient sans ordres. Il y a la plusieurs gardes nationaux ; nous avons remarqué avec bonheur que la plupart des blessures étaient bonnes, suivant l'expression de M. Jobert de Lamballe.

Des balles logées dans l'aine, dans les articulations, ont rarement intéressé les artères, les nerfs principaux, et cependant la forme angulaire de ces projectiles devait les rendre meurtriers.

La plaie la plus hideuse est celle d'un insurgé. Une balle lui a enlevé une partie de la mâchoire; il reste la bouche béante, l'œil hagard. On n'ose pas lui soulager de survivre à une aussi horrible blessure.

La salle des morts est encombrée de malheureux qui ont déjà succombé. Nous avons remarqué le cadavre de M. Pétrot, chef de la station du 9e de ligne, et celui d'un chef de la garde nationale de Montmorency.

REVUE.

On lit dans le *Mémorial de Rouen* :

"Une touchante cérémonie a eu lieu hier matin.

"La nouvelle du retour des volontaires rouennais s'étant répandue, la légion presque entière, quoique n'ayant reçu aucun avertissement officiel, s'est rendue au débarcadère de la rue Verte. Les gardes nationaux du département se sont joints à ceux de Rouen, ainsi que la garde mobile et un piquet de dragons.

"Une affluence considérable couvrait les abords du débarcadère; on y remarquait surtout les parens et les amis des volontaires. Enfin le convoi arrive.

"La musique de la ligne, qui faisait entendre d'abord des airs nationaux, les change bientôt en sons lugubres, car le clergé de Saint-Romain est arrivé pour recevoir et bénir les dépouilles du lieutenant Dutour. Suspendu par un ressort particulier aux nacelles de la seconde Mansarde pour l'arrestation et la détention de ce dernier qui, par la négligence du conducteur, s'est échappé, l'infortuné expire aux pieds de la ville.

Resolu qu'il sera du devoir du Trésorier de la police de deduire du salaire de Louis Oteu, conducteur des prisonniers, la somme de $25 payée à Louis Morel, en vertu de la résolution ci-dessus, la somme de $9 32, payée à Louis Morel, en vertu de la résolution ci-dessus.

Après dispense des règles, M. Barthe présente l'ordonnance suivante, que la lecture est la motion de M. Barnès, renvoyée au comité de police.

Ordonnance concernant les Vacheries de la Municipalité No. Un.

Le Conseil de la Municipalité No. Un arrête ce qui suit:

Il est ordonné qu'à partir du premier septembre 1848, il sera défendu à toute personne d'avoir des vaches dans les limites de la Municipalité No. Un, excepté entre la Levee et la grande rue (Bruxelles).

Il est de plus ordonné que toute cour, terrain entouré, enfermé ou toute autre bâtisse où l'on gardera plus de trois vaches, seront considérées comme vacheries.

Il est de plus ordonné que toute personne qui violera la présente ordonnance sera, pour chaque semaine qu'il aura en contravention à ces prescrits, passible d'une amende de $25, et le défaut de paiement sera condamné à un emprisonnement qui n'excèdera pas cinq jours.

Il est de plus ordonné que le gardien des épaves demeure provisoirement dispensé de se conformer aux dispositions de la présente ordonnance.

Lettres de la Caisse Nationale.

Lecture est faite d'une lettre de M. F. Osborne, avocat, reclamant une somme de $150 ; sur motion de M. Duplessis, cette lettre est renvoyée au comité judiciaire.

Lecture est faite d'une pétition de M. Marrano Bertucan, demandant la permission d'allumer la chaux dans la cour qui est derrière la bâtisse de la Municipalité No. Un, sans cette, adjacente à la rue Marais, et dans l'intérieur de la bâtisse.

Lecture est faite d'une lettre de M. G. Forshey, relative à l'établissement de ses télégraphe.

Sur motion de M. Grivot, cette lettre est renvoyée au comité des incendies.

Lecture est faite d'une pétition de M. A. Lyon, demandant la remise de l'amende à laquelle il a été condamné pour avoir donné des bals publics sans permission.

M. Barnes fait la motion que cette pétition soit référée au comité des réclamations. M. Lilly demande si le pétitionnaire a payé le montant de la condamnation. Le Conseil ne possède aucune information à ce sujet. Sur la demande de M. Barthe, cette pétition reste déposée sur le bureau pour être appelée au Conseil.

M. Fabre fait une motion qui est adoptée.

Lecture est faite d'une lettre de M. B. S. Slattery, avocat, de M. J. Evans, au sujet du nègre John arrêté par le gardien de la prison. Ils, et que s'est échappé lorsqu'il était employé aux travaux de la ville. Le nègre est d'une valeur de $600, et donc, il est nécessaire pour le recouvrer. Il a été repris n'est pas rendu dans un délai de 10 jours, il sera remis entre les mains de la Municipalité. Sur motion de M. Lanata, cette lettre est référée au comité judiciaire.

Lecture est faite d'une lettre de M. P. Vidoni priant le Conseil de lui donner un emploi, ou pour le quart que la Municipalité lui reçoit sur prohibition d'un droit de place des ponts. M. Vidoni s'engage à remplir fidèlement les devoirs de cet emploi. Sur motion de M. Lanata cette lettre est renvoyée au comité des finances avec pouvoir d'agir.

Lecture est faite d'une lettre du watchman Lodovico demandant des secours.

M. Soquet fait la motion que cette pétition soit référée au recorder avec pouvoir d'agir. Le Conseil rejette cette motion et, à la demande de M. Duplessis, cette pétition est référé au comité de police.

Après dispense des règles, M. Fabre présente l'ordonnance suivante, laquelle, sur motion et après discussion, est adoptée :

Ordonnance établissant un Lycée et une Bibliothèque des Ecoles Publiques de la Municipalité No. Un.

Article 1. Il est ordonné, qu'il sera établi dans cette Municipalité un Lycée et une Bibliothèque, pour les dépenses seront défrayées par les souscriptions volontaires des élèves des écoles publiques et des citoyens en général et par les allocations que la Direction des Ecoles Publiques et le Conseil de la Première Municipalité jugeront convenable de faire de temps à autre pour le même objet.

Article 2. Il est de plus ordonné, que la souscription ci-dessus mentionnée soit de la somme de $3 par mois, ou de $3 par an. Tout élève qui aura effectué ce paiement pendant trois années consécutives, ou qui a fait un don équivalent à la somme de 25 centavos